



Intervention MRAP, vendredi 27 novembre 2020

Nous avons tous vu les images insupportables des violences policières exercées lundi soir par la gendarmerie mobile. Elles ont tourné sur les réseaux sociaux et même les télévisions officielles n'ont pu les ignorer. Elles ont visé les migrants installés place de la République après l'évacuation du camp de Saint-Denis, leurs soutiens, des journalistes, des élus, des avocats.

Je ne m'étendrai pas plus sur la façon dont notre "grand et beau pays" maltraite les migrants, ni sur l'arsenal juridique construit pour rejeter ceux qui ne demandent qu'à vivre dignement parmi nous, ni sur le comportement de la police qui voudrait les rendre invisibles en les rejetant, sans abri, dans de lointaines banlieues. Hélas, ce n'est pas la première fois que nous voyons de telles pratiques policières.

Lundi c'est sous la statue de la République que cette politique indigne s'est manifestée.

Et nous sommes ici ce soir pour défendre les valeurs républicaines, les droits et les libertés de toutes et tous, citoyens français ou exilés. Les droits et libertés des migrants sont aussi les nôtres ! Et il y a urgence à les défendre !

Car qu'avons-nous vu, sinon des gendarmes mobiles appliquant par avance la loi dite de "sécurité globale", cette loi qui leur permettrait d'exercer leurs violences sans contrôle et en toute impunité.

L'hypocrisie du ministre de l'Intérieur serait pathétique si elle n'était dangereuse : il fait semblant de découvrir les conséquences de ses directives... sur des images circulant sur les réseaux sociaux... ces mêmes images que le projet de loi voudrait empêcher. Pour se dédouaner, il a demandé une enquête de l'IGPN... IGPN dont on connaît la tendance à enterrer les affaires trop gênantes pour les forces de l'ordre et le pouvoir politique.

Car enfin, ce qui s'est passé place de la République sous la responsabilité directe du préfet de police de Paris, n'est pas une surprise dans le climat entretenu par le ministre de l'Intérieur instaurant un état de non-droit, donnant à la police un permis de matraquer et ouvrant la chasse aux migrants, en détruisant les camps, sans offrir de solutions d'hébergement durables.

Darmanin et Lallement doivent démissionner ! Ils sont indignes de la République qu'ils prétendent incarner. Nos convictions républicaines de justice sociale, de liberté et de solidarité sont bafouées.

Valider les lois "de sécurité globale" et "confortant les principes républicains" c'est faire un pas de plus vers ce dont l'extrême-droite rêve : un état autoritaire où l'état de droit devient un état policier. Nous ne l'acceptons pas et ne l'accepterons jamais !